



L'Union européenne peut-elle se passer de l'espéranto ?

Pierre Dieumegard,
mai 2017

Table des matières

1 Les Européens pensent que leur voix compte plus dans leur pays que dans l'UE.....	3
2 L'opinion sur la prise en compte de nos voix est beaucoup plus variable selon les pays que selon les groupes sociaux.....	3
3 De même, les opinions sur le Parlement européen et son action diffèrent beaucoup plus selon les pays que selon les groupes sociaux.....	5
4 L'optimisme pour le futur est corrélé avec l'opinion sur le passé, davantage pour les groupes sociaux que pour les groupes nationaux.....	5
5 Les Européens comprennent mal et parlent mal les langues étrangères.....	7
6 Les Européens comprennent mal et parlent mal l'anglais.....	9
7 L'Union européenne est paralysée par le problème des langues.....	10
7.1 Les désirs de langues sont variés selon les pays.....	10
7.2 La majorité des Européens souhaite une langue commune.....	11
7.3 Une majorité encore plus grande souhaite une égalité de traitement entre toutes les langues européennes.....	11
7.4 La conclusion du rapport EB386 montre la contradiction.....	12
8 Conclusion : seul le développement de l'espéranto peut résoudre la contradiction, et permettre à l'Union européenne de progresser.....	12

14 avril 2017

Il y a cent ans, le 14 avril 1917, mourait Ludwik Lejzer Zamenhof, initiateur de l'espéranto et promoteur de la démocratie en Europe.

« promoteur de la démocratie en Europe » n'est pas une qualification fréquente pour Zamenhof. Pourtant, lorsqu'on lit une de ses dernières oeuvres, l'Appel aux diplomates, publiée en 1915, année la plus meurtrière de la Grande Guerre, la conclusion est claire.

*« **Rappelez-vous, rappelez-vous, rappelez-vous que le seul moyen d'atteindre une telle paix est d'éliminer une fois pour toutes la cause principale des guerres, la séquelle barbare du temps le plus ancien d'avant la civilisation, la domination de certains peuples sur d'autres peuples** ».*

Quelle est la différence entre la démocratie et le populisme, puisque dans les deux cas le peuple est censé être souverain ?

C'est le respect des droits humains qui fait la différence, le respect des minorités, en particulier ethniques ou linguistiques. Dans les deux cas, c'est la majorité qui emporte la décision, mais comme l'écrivait Zamenhof au sujet de la langue à utiliser dans les affaires communes, ce n'est qu'une concession de la minorité à la majorité.

*En 2017, une grande partie de l'Europe est groupée dans l'Union européenne, régie en principe par le traité de Lisbonne dont l'article 2 indique : « **L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités.** »*

Pour que la démocratie puisse fonctionner, il faut que le peuple, c'est-à-dire l'ensemble des citoyens, puisse exprimer son avis par un vote, après un débat qui aura permis à chacun d'avoir

une opinion éclairée.

L'opinion de chacun peut être éclairée par la connaissance des faits, opinions et théories en provenance des autres citoyens. C'est la raison d'être du débat démocratique : la confrontation des opinions de tous pour aboutir à une décision collective.

Actuellement, en 2017, le débat démocratique est impossible dans l'Union européenne, car il n'existe pas de langue commune. Nos gouvernants discutent en anglais, qui est une langue trop difficile pour que les simples citoyens, pratiquant d'autres langues dans leur vie quotidienne, puissent en saisir les subtilités. De plus, dans une conversation en anglais, les anglophones de naissance écrasent les locuteurs d'autres langues, ce qui est contraire aux principes de l'Union européenne.

C'est pourquoi Europe-Démocratie-Espéranto propose l'usage en commun de la langue internationale Espéranto, langue beaucoup plus facile et précise que l'anglais, et langue équitable puisqu'elle ne favorise aucun peuple en particulier.

Mais l'opinion de chacun peut aussi être éclairée par la lecture de documents dans sa langue habituelle, lui permettant de mieux comprendre le monde, et en particulier l'Europe.

Au niveau de l'Union européenne, il existe un service d'étude de l'opinion publique, réalisant des enquêtes dans l'ensemble des pays de l'UE, et publiant ses résultats sous le nom d'Eurobaromètre (pour la Commission européenne) et de Parlemètre (pour le Parlement européen). En général, près de 30 000 personnes sont interrogées, représentant les divers pays de l'UE, mais aussi les différents âges, sexes, niveaux d'études, groupes socio-professionnels, etc.

Le résultat de ces enquêtes, financées par tous les contribuables européens, peut intéresser tous les citoyens européens. Il permet de mieux voir si l'opinion de son pays est partagée ou non par les autres pays européens. Il permet aussi de mieux comprendre les dissensions entre les opinions des divers pays.

Malheureusement, ces résultats sont trop peu connus et diffusés, notamment parce qu'ils ne sont pas publiés dans les diverses langues de l'UE.

En se limitant aux enquêtes récentes, il est regrettable que l'enquête EB451 « le futur de l'Europe » ait son rapport et ses annexes disponibles uniquement en anglais, allemand, et français¹ alors que ces langues ne sont compréhensibles que par une minorité : le futur de l'Europe devrait être l'affaire de tous.

L'enquête Parlemètre EB86² a une synthèse disponible dans diverses langues européennes, mais les résultats selon les catégories sociales ne sont disponibles qu'en anglais. Pourquoi priver la majorité des Européens d'informations qui ont été collectées grâce aux impôts de tous ? Pourtant la traduction ne semble pas difficile : les phrases sont simples et souvent semblables.

Faut-il y voir la main sournoise d'une puissance maléfique, voulant asseoir le pouvoir d'un petit groupe ? Peut-être, mais c'est peut-être simplement dû aux complications bureaucratiques de l'administration bruxelloise. Pour qu'un rapport soit publié dans une langue, il faut qu'il ait été vérifié dans cette langue, et qu'il ait reçu toutes les autorisations nécessaires de tous les services concernés.

C'est pourquoi Europe-Démocratie-Espéranto a pris l'initiative de publier ces résultats pour que les Européens connaissent mieux leurs opinions, dans leur diversité mais aussi dans leur unité. Ce n'est pas une traduction des documents publiés par l'Union européenne. C'est une mise en relation de ces documents, pour nourrir le débat démocratique.

1 <http://ec.europa.eu/COMMFrontOffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKy/2131>

2 http://www.europarl.europa.eu/pdf/eurobarometre/2016/parlemetre/eb86_1_parlemeter_synthesis_fr.pdf

1 Les Européens pensent que leur voix compte plus dans leur pays que dans l'UE

Le sondage Parlemètre EB86 demande si la personne est d'accord avec « Ma voix compte dans mon pays » (D72.2) et « Ma voix compte dans l'Union européenne » (D72.1).

A l'automne 2016, 53 % des personnes interrogées acquiesçaient avec « ma voix compte dans mon pays », en baisse de 10 points par rapport à 2015. Seuls 37 % étaient d'accord avec « ma voix compte dans l'Union européenne », en baisse de 2 points. Depuis 2009, les résultats sont semblables : entre 51 % et 63 % d'accord avec « ma voix compte dans mon pays », et 34 % à 42 % d'accord avec « ma voix compte dans l'UE ».

En moyenne, les gens sont satisfaits de la démocratie dans leur pays, mais mécontents de la démocratie dans l'Union européenne.

2 L'opinion sur la prise en compte de nos voix est beaucoup plus variable selon les pays que selon les groupes sociaux

Au lieu de prendre en compte uniquement la moyenne, en considérant l'Union européenne comme un corps indifférencié, on peut regarder l'opinion des différents groupes constituant la population européenne.

Pour les enquêtes d'opinion publique, il est traditionnel de segmenter les réponses selon les groupes sociaux : sexe, âge, catégorie socio-professionnelle, niveau d'études, etc.

Ici, on peut aussi avoir les résultats selon les pays ; dans les graphiques, le codage est celui utilisé dans les publications Eurobaromètre (voir illustration 1).

- AT Autriche
- BE Belgique
- BG Bulgarie
- CY République de Chypre
- CZ République tchèque
- DE Allemagne
- DK Danemark
- EE Estonie
- EL Grèce
- ES Espagne
- FI Finlande
- FR France
- HR Croatie
- HU Hongrie
- IE République d'Irlande
- IT Italie
- LT Lituanie
- LU Luxembourg
- LV Lettonie
- MT Malte
- NL Pays-Bas
- PL Pologne
- PT Portugal
- RO Roumanie
- SE Suède
- SI Slovénie
- SK Slovaquie
- UK Royaume-Uni

Illustration 1: Codage des pays pour Eurobaromètre

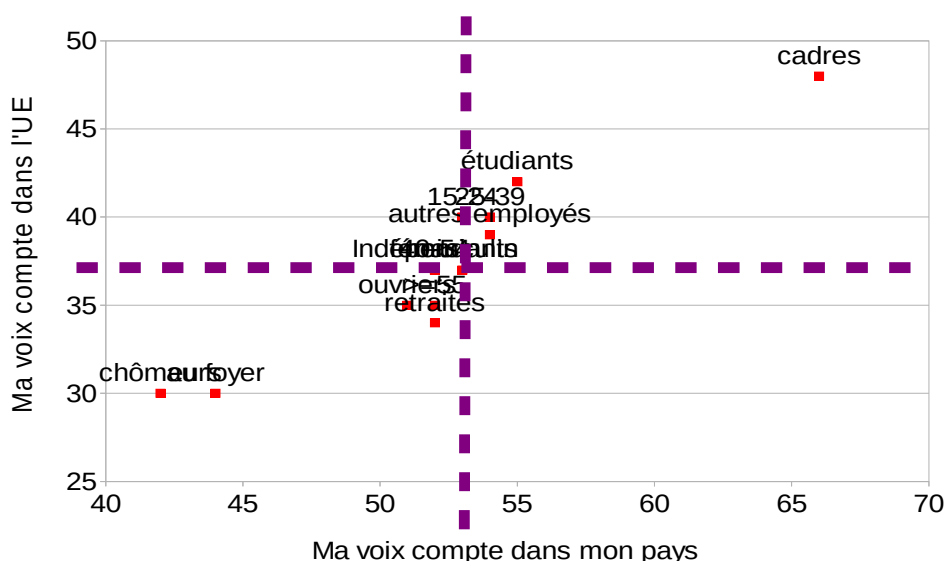


Illustration 2: Parlemètre 2016 : pourcentages d'acquiescement à « Ma voix compte dans mon pays » et « Ma voix compte dans l'Union européenne », selon les groupes sociaux

On retrouve des résultats assez traditionnels : les chômeurs et personnes au foyer pensent que leur voix ne compte guère, alors que les cadres, qui ont l'habitude de négocier pour faire prendre en compte leur avis, pensent que leur voix compte davantage. A l'intérieur du nuage central, ouvriers et retraités pensent moins que les jeunes et les étudiants que leur voix est prise en compte.

C'est normal.

Si on fait un graphique du même type avec les groupes nationaux, on voit que les opinions sont beaucoup plus diversifiées que pour les groupes sociaux.

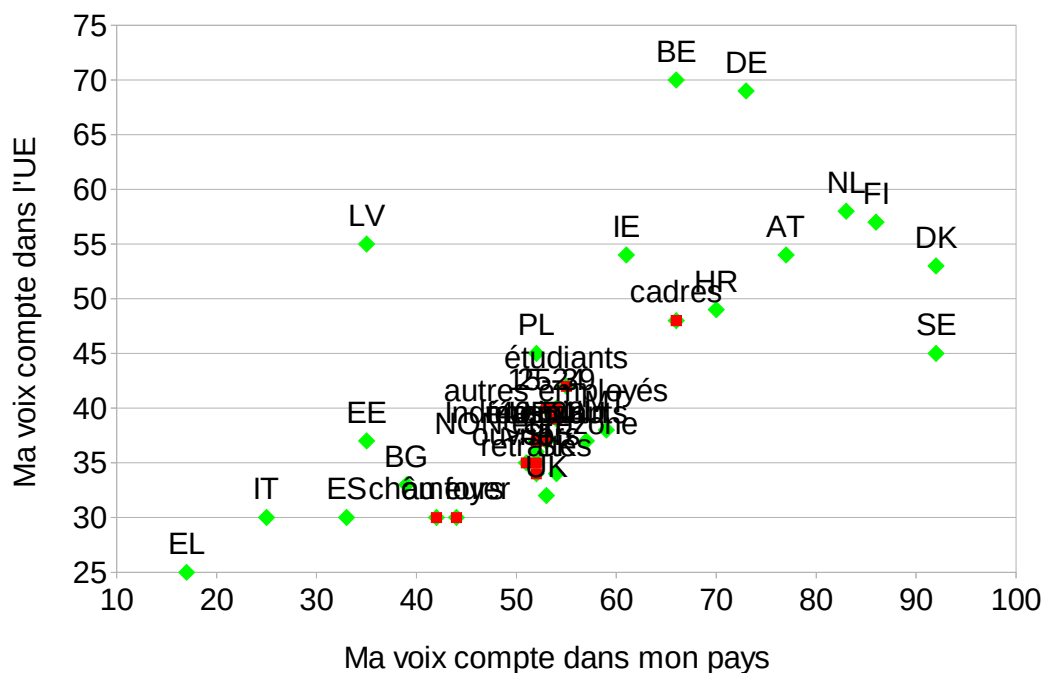


Illustration 3: Parlemètre 2016, réponses aux questions D72 : pourcentages d'acquiescement à « Ma voix compte dans mon pays » et « Ma voix compte dans l'Union européenne », selon les groupes sociaux (en rouge) et les groupes nationaux (en vert).

On voit que les opinions nationales sont beaucoup plus variées que celles des groupes sociaux. Les Grecs sont très mécontents de la démocratie aussi bien dans leur pays que dans l'Union européenne : seulement 20 % de satisfaits. Les problèmes récurrents de la dette nationale grecque, et des politiques d'austérité imposées au peuple grec n'y sont sûrement pas étrangers.

Les autres pays méditerranéens, Italie et Espagne, ne sont pas loin : seulement 30 % des individus interrogés pensent que leur voix compte.

Au contraire, les habitants des pays du Nord-Ouest de l'Europe (Danemark, Suède, Finlande, Pays-Bas) pensent que leur voix est bien prise en compte, aussi bien dans leur pays que dans l'Union européenne.

On voit donc que chaque pays constitue un « groupe culturel » assez homogène. Dans chaque pays, les hommes et les femmes, les jeunes et les vieux, les ouvriers et les patrons parlent entre eux, regardent les mêmes télévisions, lisent des journaux exprimant des opinions semblables, et finalement ont une opinion commune, différente de celle des autres pays. Au contraire, il n'est pas pertinent de vouloir parler d'opinion féminine par rapport à une opinion masculine, ou de l'opinion de la classe

ouvrière par rapport à celle des cadres, ni d'opposer les jeunes aux personnes âgées : ici, ces groupes sociaux ont peu de différence d'opinion.

3 De même, les opinions sur le Parlement européen et son action diffèrent beaucoup plus selon les pays que selon les groupes sociaux

Ce même Parlemètre 2016 a demandé l'opinion positive ou négative par rapport au Parlement européen (question Q3) et le souhait ou non que le Parlement ait un rôle plus important (question Q4).

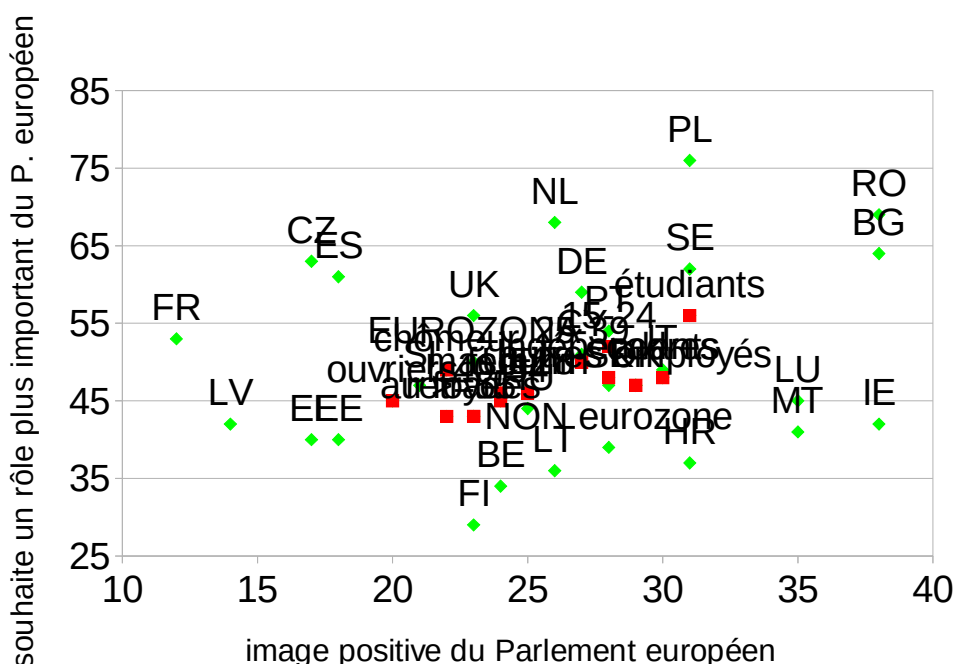


Illustration 4: réponses aux questions Q3 et Q4 de Parlemètre 2016 (en % d'acquiescement)

Il y a seulement une faible corrélation entre les réponses aux deux questions. Quand on a une image positive, on souhaite assez souvent que le rôle soit plus important, mais ce n'est pas très spectaculaire. Comme précédemment, les ouvriers sont plutôt pessimistes, et les étudiants sont plutôt optimistes. Mais aussi, comme précédemment, les opinions nationales sont très variées, beaucoup plus variées que les opinions des groupes sociaux.

Roumains et Bulgares ont une opinion positive et souhaitent un rôle plus important : peut-être est-ce dû aux efforts que fait l'Union européenne pour lutter contre la corruption dans ces pays. L'opinion française est assez négative sur le Parlement européens, mais lui souhaite quand même un rôle plus important.

L'interprétation est la même : dans un pays, les gens reçoivent les mêmes informations, parlent entre eux, débattent (éventuellement par médias interposés : journaux, radios, télévisions, Facebook, etc), et finalement ont une opinion commune, permise par la langue nationale commune. Entre les différents pays, la langue est différente, et il n'y a pas de communication : les opinions publiques évoluent différemment.

4 L'optimisme pour le futur est corrélé avec l'opinion sur le passé, davantage pour les groupes sociaux que pour les groupes nationaux.

Ce même Parlemètre demande si l'on est d'accord avec les affirmations «Notre pays a bénéficié de l'UE » (Q13), et « Les choses vont dans la bonne direction » (D73.2).

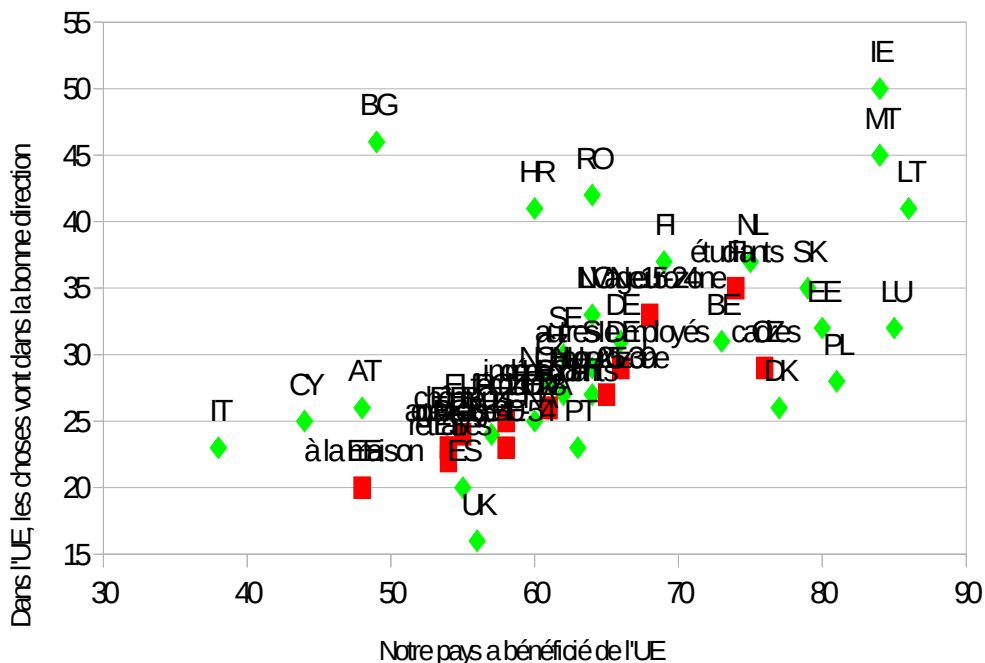


Illustration 5: Questions Q13 "notre pays a bénéficié de l'Union européenne" et D73.2 "dans l'UE, les choses vont dans la bonne direction" (Parlemètre 2016)

Pour les groupes sociaux, la corrélation entre les réponses est très nette. Les étudiants, les cadres, les jeunes ont une opinion positive, alors que les personnes au foyer, les retraités et les chômeurs ont une opinion négative.

On voit encore que les opinions nationales sont très variées, beaucoup plus que les opinions des groupes sociaux.

Les Italiens sont très pessimistes, aussi bien pour le passé que pour le futur, alors que les Irlandais, Maltais et Litvaniens sont très optimistes.

La position du Royaume-Uni indique que ce pays a bénéficié de l'Union européenne, mais que pour les habitants de ce pays, les choses ne vont pas dans la bonne direction dans l'UE, en lien avec le résultat positif du référendum sur la sortie de l'Union.

En 2016 aussi, un autre sondage Eurobaromètre (EB451 « le futur de l'Europe ») n'a son rapport disponible qu'en anglais, allemand et français, langues que ne comprend pas la majorité de la population européenne. Il demandait si l'on était d'accord avec les affirmations « Tout le monde a une chance de réussir dans la vie » (QB11) et « La vie de nos enfants sera plus facile que la nôtre » (QB12).

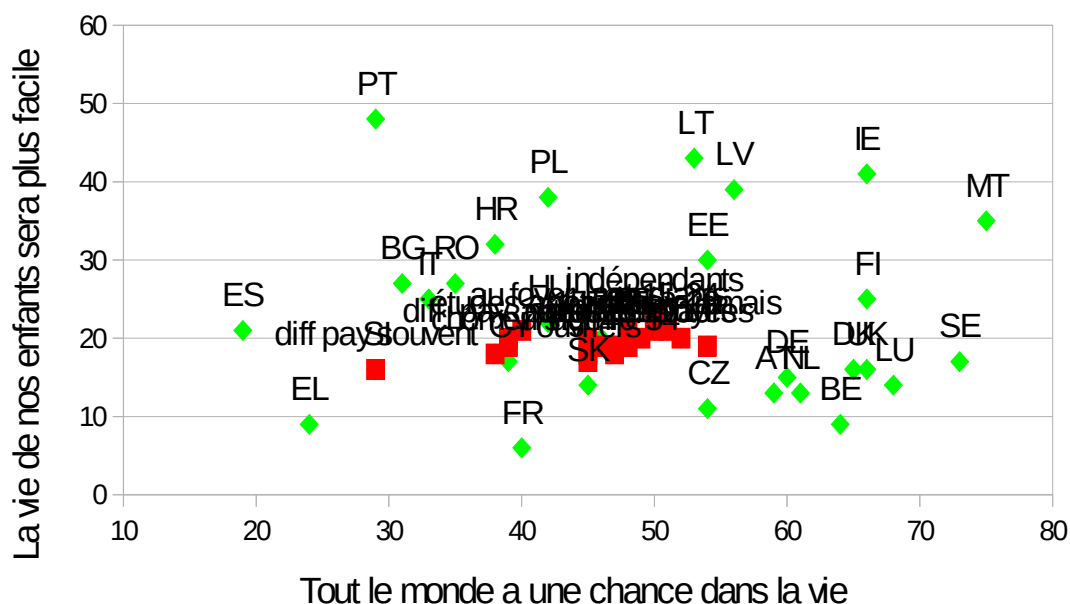


Illustration 6: EB451 "le futur de l'Europe" (automne 2016), questions QB11 et QB12

Les Français sont particulièrement pessimistes pour l'avenir des nouvelles générations. Les Grecs sont pessimistes, ce qui n'est pas une surprise par rapport aux difficultés financières de ce pays.

Selon les pays, l'acquiescement à « la vie de nos enfants sera plus facile que la nôtre » varie du simple au quintuple. On voit là encore que les peuples européens ne communiquent pas entre eux, et que leurs opinions nationales sont très divergentes, beaucoup plus que les opinions des classes sociales. S'il n'y a pas de débat au niveau de l'ensemble de l'Europe, comment imaginer qu'on puisse avoir une prise de décision démocratique dans l'Union européenne ?

5 Les Européens comprennent mal et parlent mal les langues étrangères

De temps en temps, les Européens sont questionnés sur leurs compétences et leurs opinions au sujet des langues qu'ils peuvent utiliser. En 2012, un Eurobaromètre était titré « Les Européens et leurs langues » (EB 386).

Les rapports sont disponibles uniquement en anglais, allemand et français ; les « fiches-pays », qui donnent les résultats pour les différents pays, sont disponibles uniquement en anglais.

On a demandé «quelles sont les langues, autres que votre langue maternelle, que vous parlez suffisamment bien pour participer à une conversation ? » (D48T). On a aussi demandé « Quelles sont les langues, autres que votre langue maternelle, que vous comprenez assez bien pour suivre les nouvelles à la radio ou à la télévision »(SD5a).

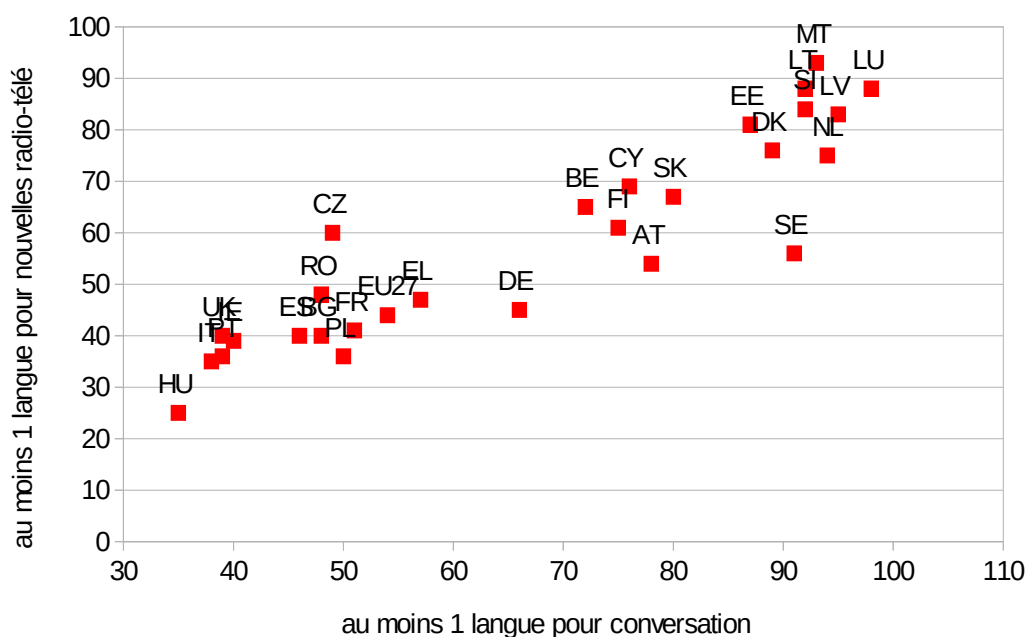


Illustration 7: Enquête Eurobaromètre EB386 « Les Européens et leurs langues » (2012) : pourcentage de personnes connaissant une langue non-maternelle suffisamment bien pour participer à une conversation (D48T) ou suivre les nouvelles à la radio ou à la télévision (SD5a)

Dans les réponses à ces questions, « langue non maternelle » ne signifie pas forcément « langue étrangère ». Par exemple, en Espagne, où il existe de nombreuses personnes de langue maternelle catalane, basque ou galicienne, 16 % des sondés répondent l'espagnol et 11 % répondent le catalan comme langue autre que langue maternelle suffisamment bien connue pour participer à une conversation. De même, en Lettonie, où il existe une forte minorité russophone, 24 % des personnes interrogées déclarent le letton comme langue suffisamment bien connue pour permettre de participer à une conversation.

On ne sait pas non plus quel est le niveau estimé pour « participer à une conversation » : c'est peut-être simplement aller acheter dans un magasin, ou jouer au volley sur la plage pendant les vacances.

Le point EU27 correspond à la moyenne de l'Union européenne à 27 (la Croatie ne faisait alors pas partie de l'Union européenne).

D'une façon générale, les « bons en langues » (en haut à droite du graphique) sont les petits pays, où les habitants sont pratiquement obligés d'avoir des relations avec les habitants de pays voisins. Le Luxembourg est caractérisé aussi par plusieurs langues officielles, à employer dans diverses circonstances, et par un système d'enseignement en plusieurs langues. Malte a été administrée pendant plusieurs siècles par la Grande-Bretagne, ce qui a laissé des traces dans la bonne connaissance de la langue anglaise. Lituanie et Lettonie gardent les traces de leur appartenance à la Russie, puis à l'Union soviétique par la bonne connaissance de la langue russe.

Les « mauvais en langues » (en bas à gauche) sont plutôt les grands pays, avec plusieurs dizaines de millions d'habitants, où les habitants ont moins d'obligations d'échanges avec des personnes d'autres langues.

6 Les Européens comprennent mal et parlent mal l'anglais

D48T1. Langues que vous parlez suffisamment bien pour participer à une conversation - TOTAL

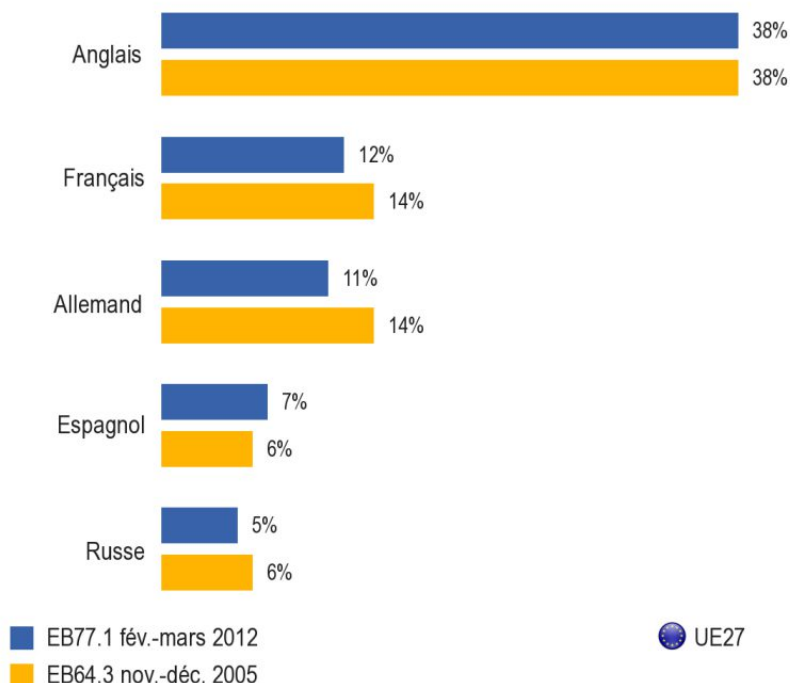
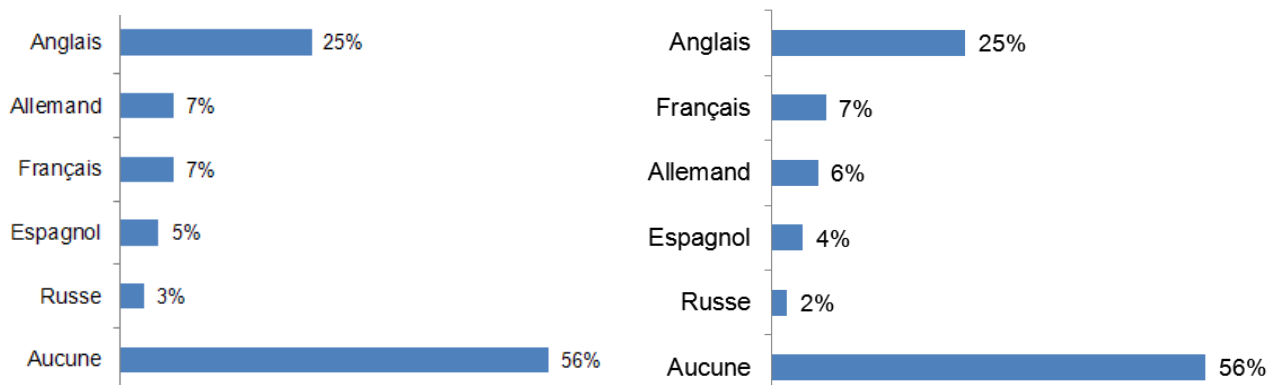


Illustration 8: Question D48T du sondage EB386 "Les Européens et leurs langues" (2012)

On constate que moins de 40 % des Européens sont capables de participer à une conversation en anglais, en tant que langue « non maternelle ». A la suite du départ de la Grande-Bretagne, on peut penser que ce chiffre de 38 % correspondra à peu près au pourcentage total d'Européens capables d'avoir une conversation en anglais.

Pour pouvoir participer au débat nécessaire pour un fonctionnement démocratique d'une institution, la simple conversation ne suffit pas, il faut pouvoir éclairer son opinion par les médias divers que sont les journaux, les radios et les télévisions, ce qui est nommé « connaissance passive des langues » dans le rapport Eurobaromètre.



SD5a Quelles langues autres que votre langue maternelle comprenez-vous assez bien pour suivre les nouvelles à la radio ou à la télévision ?

SD5b Et pour lire des articles dans les journaux quotidiens ou les magazines ?

Illustration 9: Connaissance "passive" des langues (Eurobaromètre EB386)

On constate donc que seulement un quart des Européens peut participer à un débat démocratique au niveau de l'Union européenne, puisque la langue la mieux partagée n'est comprise que par un quart de la population. Les trois quarts de la population sont donc exclus de ce débat, ce qui fait beaucoup pour une structure prétendument « démocratique ».

7 L'Union européenne est paralysée par le problème des langues

7.1 Les désirs de langues sont variés selon les pays

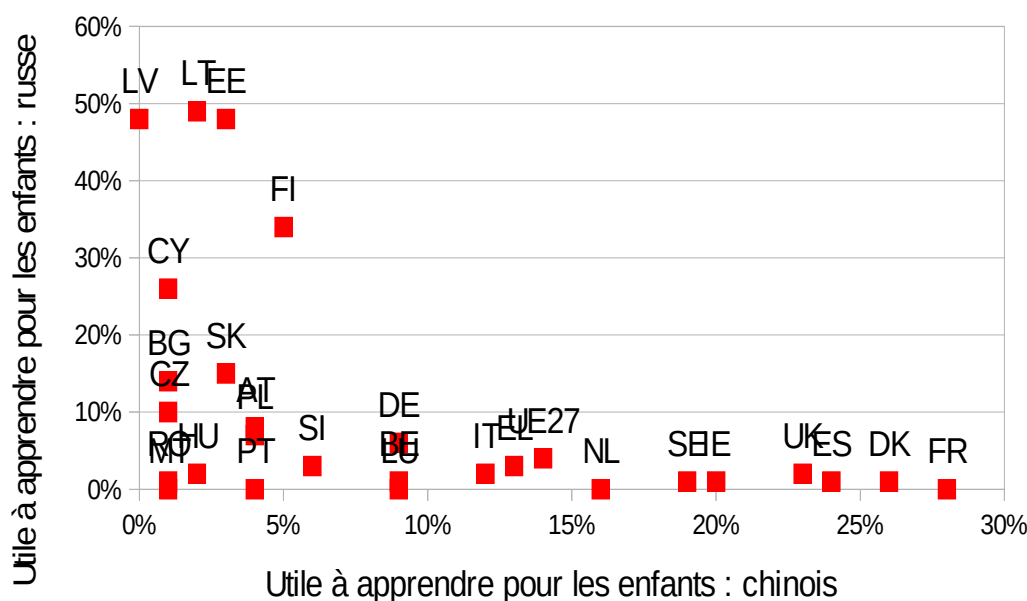


Illustration 10: Pourcentages de réponses pour chinois et russe à la question QE1b « Et quelles sont celles que les enfants devraient apprendre pour leur futur ? »

L'enquête EB386 demandait aussi quelles sont les langues qui seraient utiles à apprendre pour les enfants. Parmi les langues extérieures à l'Union européenne, il y avait le russe et le chinois.

Les réponses sont très variées selon les pays. Lettons, Lituaniens et Estoniens pensent que le russe sera très utile pour leurs enfants, d'une part à cause de la proximité immédiate de la Russie, d'autre part à cause du grand nombre d'habitants parlant russe dans leur pays. La proportion très variable de personnes pensant que le chinois serait une langue utile à leurs enfants est plus difficile à comprendre.

7.2 La majorité des Européens souhaite une langue commune

QE7. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?

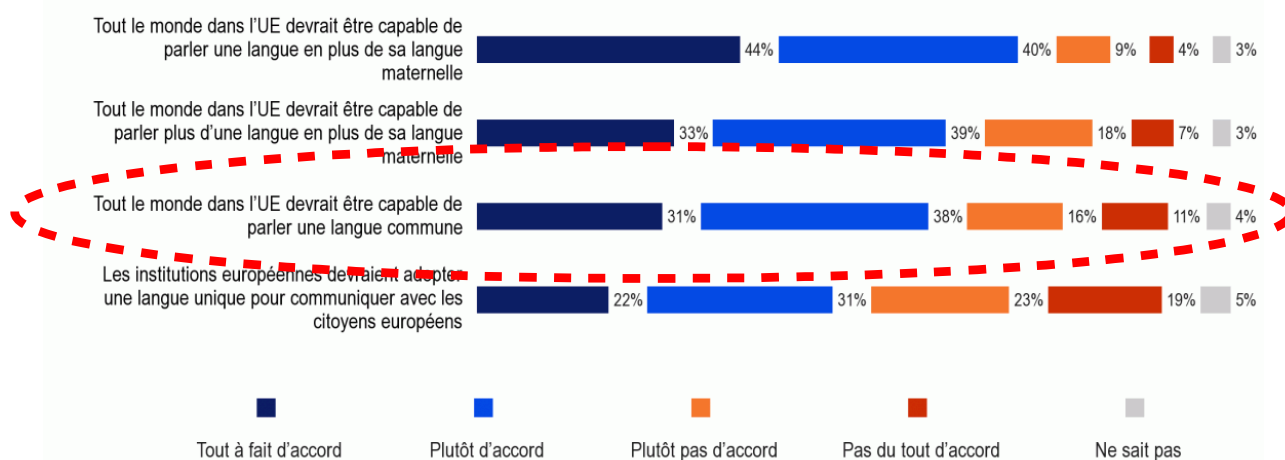


Illustration 11: Proportions de réponses aux questions QE27 (EB386) sur le besoin de langues autres que la langue maternelle

On constate que la majorité (plus des deux tiers) souhaite une langue commune pour communiquer à l'intérieur de l'Union européenne, mais que la majorité est beaucoup plus faible pour une seule langue pour la communication des institutions européennes avec les citoyens.

Normalement, dans une démocratie, les gouvernants devraient essayer de faire ce que souhaite le peuple. Or dans la pratique actuelle, on observe l'inverse : les institutions européennes utilisent l'anglais pour communiquer avec les citoyens, alors qu'il n'existe pas de langue commune pour la communication entre les citoyens.

7.3 Une majorité encore plus grande souhaite une égalité de traitement entre toutes les langues européennes

QE7. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?

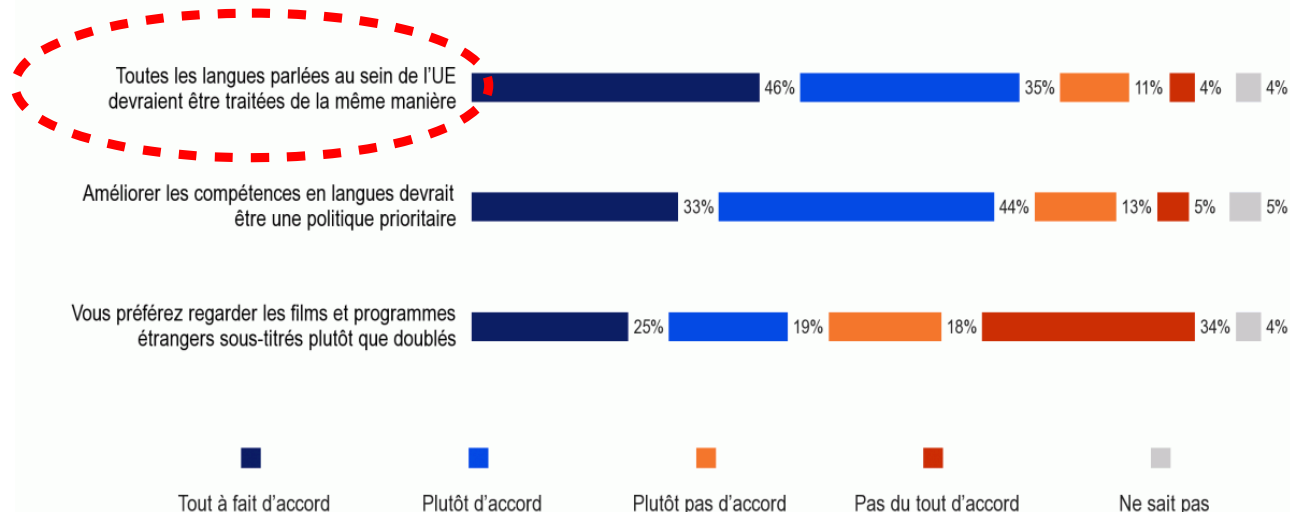


Illustration 12: Proportions de réponses aux questions QE7 dans Eurobaromètre 386 "Les Européens et leurs langues"

Le désir des peuples européens d'une égalité de traitement entre les différentes langues est encore plus nettement exprimé : plus des quatre cinquièmes sont de cet avis.

Et comme le traité de Lisbonne, qui sert officiellement de base à l'Union européenne, indique dans son

article 2 que « l'Union est fondée sur les valeurs de démocratie, d'égalité, de respect du droit des minorités ... dans une société de pluralisme, de non discrimination », etc... les gouvernants devraient accéder à ce désir.

7.4 La conclusion du rapport EB386 montre la contradiction

84% des Européens estiment que tout le monde dans l'UE devrait savoir parler au moins une langue en plus de sa langue maternelle, et 72% que tous les Européens devraient savoir parler plus d'une langue étrangère. Ainsi, la plupart des citoyens européens adhèrent à l'objectif de Barcelone qui stipule que tous les citoyens européens devraient savoir parler au moins deux langues étrangères.

Les Européens sont généralement favorables à ce que tout le monde dans l'UE puisse parler une langue commune (69%), et une petite majorité d'entre eux estiment que les institutions européennes devraient adopter une langue unique pour communiquer avec les citoyens européens (53%); ils pensent dans le même temps que toutes les langues dans l'UE devraient être traitées de la même façon. Cette dernière affirmation, qui a été mentionnée par 81% des répondants, est aujourd'hui plus soutenue qu'en 2005.

Illustration 13: Conclusion du rapport EB386 "Les Européens et leurs langues"

La conclusion du rapport indique bien dans la même phrase les désirs d'avoir une langue commune, mais en même temps que toutes les langues soient traitées de la même façon.

Ces deux désirs sont apparemment contradictoires. Si on prend une langue nationale comme langue commune pour l'ensemble de l'Union européenne, cela introduit une distorsion (une discrimination?) entre les peuples européens : les locuteurs natifs de cette langue seront favorisés par rapport aux locuteurs des autres langues. Si on donne le même traitement à toutes les langues, on ne peut pas en favoriser une pour servir de langue commune.

8 Conclusion : seul le développement de l'espéranto peut résoudre la contradiction, et permettre à l'Union européenne de progresser

La langue internationale espéranto a été conçue spécialement dans ce but : la communication équitable entre personnes de langues maternelles différentes.

Elle est équitable, parce qu'elle n'est la propriété d'aucun peuple européen : personne n'est avantagé ou discriminé.

Elle est plus facile que les langues traditionnelles. Son apprentissage n'empêche pas d'apprendre d'autres langues, en plus. Au contraire, apprendre l'espéranto facilite l'apprentissage ultérieur d'autres langues.

Elle est plus précise que beaucoup de langues traditionnelles. La structure grammaticale des phrases peut éviter beaucoup d'erreurs de compréhension, surtout lorsqu'il faut faire plus d'une traduction à la suite, en employant une langue-pont entre deux langues peu usitées.

Europe-Démocratie-Espéranto <http://e-d-e.fr>
98 rue Michel-Ange, 75016 Paris
contact@e-d-e.fr

Eŭropo-Demokratio-Esperanto <http://e-d-e.org>

Pierre Dieumegard —



Document libre sous licence CC by-sa —
<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/2.0/fr/>
disponible en
http://e-d-e.fr/IMG/pdf/broshuro2017_fr.pdf